

Une Cité pour l'histoire de l'immigration

FRANCE • A Paris, le palais de la Porte Dorée abrite depuis l'automne dernier la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Décrite par certains pour son éclectisme, cette institution, appelée à se construire progressivement, n'en demeure pas moins essentielle. Un tel lieu manque cruellement en Suisse.

CHARLES HEIMBERG*

La Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) a été inaugurée en octobre 2007, à Paris, dans le palais de la Porte Dorée qui avait été construit pour l'Exposition coloniale de 1931 et qui a ensuite accueilli le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie. Elle propose une installation permanente sous forme de «repères» décrivant différents aspects de l'histoire de l'immigration en France et organisés autour des thématiques suivantes: émigrer; face à l'Etat; terre d'accueil, France hostile; ici et là-bas; lieux de vie; au travail; enracinements; sportifs; diversité. La démarche est interdisciplinaire en ce sens qu'elle comprend à la fois des données historiques, ethnologiques et artistiques. L'objectif de la CNHI est aussi de constituer des collections – avec des images, des objets, des œuvres d'art – et d'offrir la possibilité au public de déposer des dons en leur associant un récit de l'expérience de migration qu'ils incarnent.

L'inauguration de la CNHI est l'aboutissement d'un long travail de légitimation de l'histoire de l'immigration et la conception d'un tel projet a forcément été complexe. Un peu avant son inauguration, des historiens qui avaient été parmi ses premiers initiateurs, dont Gérard Noiriel, Nancy Green et Patrick Weil, ont encore dû démissionner de leur fonction pour protester contre l'instauration par Nicolas Sarkozy d'un Ministère dit de l'identité nationale dont la logique de stigmatisation est aux antipodes des objectifs de la nouvelle institution de la Porte Dorée. Pourtant, après une inauguration boudée par la droite, et après l'annonce de la création prochaine d'un Institut d'études sur l'immigration et l'intégration qui laisse craindre une reprise en main soumise à l'idéologie présidentielle dans la recherche sur le thème de l'immigration, la CNHI est appelée à devenir un lieu de récolte de données, mais aussi de développement de l'histoire et des mémoires de l'immigration.

Éviter le misérabilisme
«Mon rêve serait que la Cité fonctionne à la manière d'une université populaire. Je déteste le misérabilisme, la victimisation, c'est une logique qui enferme au lieu d'ouvrir. Je ne veux pas que ce soit un endroit où après avoir célébré nos ancêtres les Gaulois, on célèbre nos ancêtres les immigrés, en recréant un «eux et nous.»
Cette citation de Gérard Noiriel se lit à la sortie du palais. Elle est d'autant plus pertinente que l'histoire des migrants court le risque d'une essentialisation identitaire, d'une survalorisation des cultures pour elles-mêmes, au nom des souffrances passées, sans ouvrir

l'avenir à la diversité des expériences et des sensibilités. Il s'agit donc de questionner les mécanismes de l'intégration et la fabrication de la pluralité culturelle, mais sans angélisme, sans oublier la violence de l'expérience migratoire, ses processus de stigmatisation et de discrimination. Ce que rend possible un travail de mémoire tel que la CNHI l'envisage.

«Comprendre sans imposer, ouvrir à la connaissance sans exclusion de nouvelles problématiques, tel est le pari de «Repères», qui, en associant contexte socio-historique, parcours de vie singuliers et interprétations artistiques, favorise la mise en résonance de points de vue multiples et contribue ainsi à changer le regard sur l'immigration», affirment les concepteurs de l'exposition permanente (Pascal Payeur & Lydia Elhadad, Repères, exposition permanente. Quelques points de repère; voir le site www.histoire-immigration.fr). Mais qu'en est-il?

La présentation de l'exposition est à la fois riche et surprenante

La présentation de l'exposition est à la fois riche et surprenante. Après un accueil qui donne à voir les données globales du phénomène migratoire, elle s'organise par thèmes. Muni d'un indispensable audioguide, le visiteur est alors libre de ses mouvements et de l'ordre dans lequel prendre connaissance des informations disponibles. Il peut visionner un grand nombre d'extraits de documentaires, centrés pour la plupart sur des témoignages. Son parcours est ainsi marqué par des passages incessants entre récit chronologique et séquences individuelles, entre le singulier et le plus global.

Au fil de la pérégrination, l'un ou l'autre des documents attire l'attention plus que les autres. Cela peut être le cas avec cet extrait d'un reportage de la fameuse émission télévisée «Cinq colonnes à la une» consacré au thème des bidonvilles. Dans les années 1960, on les trouvait à trois kilomètres à vol d'oiseau de la Concorde. Les immigrés espagnols, portugais ou algériens s'y entassaient dans des conditions indignes. Mais seule cette émission documentaire pouvait alors se risquer à en parler à la télévision d'Etat, les banlieues n'étant pas encore un thème privilégié aux informations.

La dimension artistique est instillée dans toutes les étapes de ce kaléidoscope. En particulier, les photographies présentées donnent à voir des regards qui en disent long et sont à la fois d'une grande beauté et susceptibles de susciter la réflexion. On y trouve des por-

traits qui affirment une dignité menacée et une espérance troublée. Mais elles ne sont jamais misérabilistes.

Sévères objections

«Cette Cité de l'immigration est plus un bric-à-brac folklorique qu'un récit vivant et continué du roman national. Dépourvue de toute ligne claire, agencée en thématiques parfois grotesques (pourquoi un espace consacré aux sportifs?), elle illustre l'immigration maghrébine par des couscoussiers accrochés aux murs, des cabas à carreaux et des photos de Peugeot surchargées. Clichés. C'est folklorique, culturaliste et anecdotique. On en reste estomaqué.» Cette prise de position très critique du Collectif «Qui fait la France?» (dans *Libération* du 29 octobre 2007) est bien trop sévère, même si elle n'est pas complètement infondée.

Il est vrai qu'on aurait pu en dire davantage sur les causes de ces migrations. Il n'est pas inopportun de regretter le caractère éclectique du matériel présenté, lié à des collections encore limitées. Mais si l'historien reste sur sa faim, l'exposition n'en propose pas moins toutes sortes de documents très intéressants. Il serait donc malvenu de ne s'en tenir qu'à cette posture critique en négligeant à la fois la valeur initiale de ce projet et surtout l'importance d'un tel lieu où construire progressivement une véritable histoire de l'immigration en France.

L'histoire des migrations n'est pas uniquement liée à la «fracture coloniale»

En réalité, l'enjeu de la controverse est ailleurs. Il est lié à la contestation du fait d'avoir créé la CNHI «dans le sanctuaire du colonialisme français» (voir Pascal Blanchard et Nicolas Bancel dans *Hommes & Migrations*, n°1267, mai-juin 2007). Certes, l'absence en France d'un lieu de savoir critique sur le fait colonial se fait sentir. Mais l'histoire des migrations ne saurait pour autant être uniquement liée à la «fracture coloniale».

Gérard Noiriel a ainsi bien montré combien il serait dangereux d'opposer une immigration européenne présentée comme «réussie» à une immigration post-coloniale «qui ne fonctionnerait pas» (*Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2007, p. 660). Et surtout, l'histoire de l'immigration est à considérer dans ses contextes et sa globalité, y compris pour rappeler les phases de stigmatisation vécues par les ancêtres de ceux qui sont aujourd'hui intégrés. Ainsi, la réduire aux effets de la colonisation serait un contresens historique menant à des occultations. Cela évacuerait par exemple toute l'histoire de l'exil républicain espagnol; et toute celle des migrations économiques italiennes et portugaises.

Un lieu d'histoire critique

Située à mi-chemin d'une démarche de connaissance historique et d'un objectif de mise en évidence de la pluralité des parcours d'intégration à la société française, la CNHI pourrait se réduire à sa fonction de pacification républicaine en ne prenant pas suffisamment en compte les enjeux du présent en matière de stigmatisation des migrants. Mais c'est en saluant son existence et en participant à ses initiatives de débat et de recherche que les historiens les plus critiques parviendront le mieux à l'éloigner de cet écueil consensuel.

Soulignons enfin combien un tel lieu de construction de l'histoire de l'immigration et de reconnaissances des mémoires migratoires manque aujourd'hui en Suisse. Il permettrait par exemple une véritable investigation sur le statut de saisonnier, l'un des aspects les plus sombres de la politique migratoire suisse; ainsi que sur la xénophobie. Il serait aussi utile pour mettre en perspective la richesse des apports de ces migrants à la construction d'une société helvétique qui a fait massivement appel aux étrangers pour les besoins de son économie. I

* historien



Le visiteur peut visionner un grand nombre d'extraits de documentaires, centrés pour la plupart sur des témoignages. Son parcours est ainsi marqué par des passages incessants entre récit chronologique et séquences individuelles. AWATEF CHENGAL

POUR MEMOIRES

L'«identité nationale» et ses dérives

Le principe des nationalités qui triomphe en Europe au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles se base sur les notions de «mêmeté» (les membres d'une même nation ont des caractéristiques communes) et d'«kipsité» (ils en ont conscience à travers leurs traditions et leur mémoire). La montée des nationalismes de la fin du XIX^e siècle consacre une «identité nationale» plus fermée et inscrite dans une dynamique de confrontation entre nations. Désormais, elle s'en tient à la préservation des traditions plutôt qu'à une perspective révolutionnaire.

La question de l'«identité nationale» a toujours suscité des affrontements entre droite et gauche. Essentialiste, exaltant le culte des morts, le nationalisme d'un Maurice Barrès est ainsi dressé contre des ennemis extérieurs et intérieurs, frottant avec les préjugés raciaux et antisémites. Avant d'être emporté par la Grande Guerre, le patriotisme plus ouvert de Jean Jaurès entend pour sa part contribuer au progrès de l'humanité. Au cours des années 1960, le discours sécuritaire est détaché du thème des étrangers et la notion d'«identité nationale» guère dans l'air du temps, si ce n'est pour affirmer les droits nationaux de minorités. Mais les années 1980 marquent un tournant. A l'initiative d'une droite intellectuelle requinquée, relayée massivement par des médias en quête d'audience, l'«identité nationale» refait surface, replaçant les jeunes immigrés au cœur du discours sécuritaire.

L'usage récent du thème de l'«identité nationale» par Nicolas Sarkozy n'apporte rien de nouveau. Il ne fait que renforcer des processus de stigmatisation et une logique du Nous et Eux développés depuis longtemps sous la pression du Front national. La grande différence, alors que le nombre de ceux qui arrivent en France recule, c'est que cet usage pervers, symbolisé par l'intitulé du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale, laisse entendre qu'il y aurait de bons et de moins bons immigrés.

Dans un petit essai percutant qui ouvre une collection lancée par le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, Gérard Noiriel explique sa posture de chercheur et replace l'«identité nationale» dans une perspective historique. Il montre que l'affrontement entre une conception nationale ouverte sur une communauté de destin planétaire et un nationalisme sécuritaire et stigmatisant se poursuit dans la longue durée, ce qu'il nous faut garder en mémoire. CHARLES HEIMBERG

Gérard Noiriel, *A quoi sert «l'identité nationale»?*, Marseille, Agone, Passé & Présent, 2007.